



LE POTENTIEL INEXPLOITÉ D'HAÏTI:

Une évaluation des obstacles à l'égalité de genre



LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

LE POTENTIEL INEXPLOITÉ D'HAÏTI:
**Une évaluation des obstacles
à l'égalité de genre**



LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

© 2023 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / La Banque mondiale

1818 H Street NW Washington DC 20433

Téléphone : 202-473-1000

Internet : www.worldbank.org

Le présent ouvrage est un produit de l'équipe de la Banque mondiale accompagnée de contributions externes. Les résultats, interprétations et conclusions exprimées dans cet ouvrage ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque mondiale, de son conseil d'administration ou des gouvernements qu'elle représente.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude, l'intégralité ou l'actualité des données comprises dans ce travail et décline toute responsabilité pour toute erreur, omission ou divergence dans les informations ou responsabilité en ce qui concerne l'utilisation ou la non-utilisation des informations, méthodes, processus ou conclusions énoncées. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations illustrées sur les cartes de cet ouvrage n'émettent aucun jugement de la part de la Banque mondiale quant au statut juridique d'un territoire quelconque ainsi que l'approbation ou l'acceptation de ses frontières.

Rien de ce qui est contenu dans le présent document ne constitue ou ne peut être interprété comme une restriction de ou une renonciation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, qui sont tous spécifiquement réservés.

Droits et autorisations

Le matériel de cet ouvrage est soumis au droit d'auteur. Étant donné que la Banque mondiale encourage la diffusion de ses connaissances, cet ouvrage peut être reproduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que cette œuvre soit pleinement attribuée.

Toutes questions sur les droits et licences, y compris les droits subsidiaires, doivent être adressées à *World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA*; fax: 202-522-2625; courriel: pubrights@worldbank.org

Table des Matières

Acronymes et Abréviations	4
Remerciements	5
1. Introduction	6
2. Bilan	9
3. Approfondissements thématiques	19
3.1. Inégalité de genre sur le marché du travail	19
3.2. Législations et normes sociales	24
3.3. Comportements à risques	27
3.4. Gestion des catastrophes et des risques	30
4. La voie à suivre: définir les options de politiques publiques dans un environnement complexe et difficile	33
Références	35

Liste de Graphes

Graphe 1: Niveau d'instruction le plus élevé hommes et femmes (âge 15-24), 2000 et 2016-17	10
Graphe 2: Niveau d'éducation le plus élevé chez les hommes et les femmes (âge 25-49), 2000 et 2016-17	11
Graphe 3: Naissances vivantes assistées par un personnel soignant qualifié par type de lieu de résidence	12
Graphe 4: Taux de fécondité chez les adolescentes	14
Graphe 5: Sous-alimentation et espérance de vie à la naissance pour les hommes et les femmes	16
Graphe 6: Pouvoir décisionnel des femmes dans leur relation	18
Graphe B2 Part des exportations textiles dans les exportations totales et le PIB	20
Graphe 7: Taux de chômage entre les hommes et les femmes	22
Graphe 8: Propriété des biens et services financiers des hommes et des femmes	23
Graphe 9: Participation des hommes et des femmes en Haïti à la chambre basse et au Sénat	25
Graphe 10: L'opinion des gens sur les rôles de genre dans la société	26
Graphe 11: Consommation d'alcool et violence du partenaire intime subies par les femmes	28
Graphe 12: Violence de leur partenaire intime vécue par les femmes	29

Liste des Encadrés

Encadré 1: Madan Saras (Madame Saras) – un symbole pérenne de la force des femmes Haïtiennes et de ses vulnérabilités	15
Encadré 2: Potentiel économique dans le secteur textile pour les femmes en Haïti	20
Encadré 3: Le rôle des femmes dans les activités de préparation aux catastrophes	31
Encadré 4: Violence sexiste dans des situations post catastrophe	32

Acronymes et Abréviations

COVID-19	Maladie du Coronavirus 2019
EDS	Enquête sur la Démographie et la Santé les Enquêtes Démographiques et de Santé
GBM	Groupe Banque mondiale
HOPE	Loi qui offre des opportunités en encourageant la production
IPU	Union Interparlementaire
NU	Nations Unies
OIT	Organisation Internationale du travail
OMS	Organisation mondiale de la santé
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des Etats-Unis pour le Développement international
WDR	Rapport mondial sur le développement

Remerciements

Cette étude a été préparée par l'équipe de la Banque mondiale qui travaille sur la pauvreté et les pratiques d'équité mondiale, dirigée par Gustavo Javier Canavire Bacarreza, Isis Gaddis et Olive Nsababera. L'équipe était formée de Paola Buitrago Hernandez, Erin K. Fletcher, Marlen Cardona et Melissa Badio avec des contributions de Sarah Sebbar et Naraya Carrasco. Le travail a été effectué sous la direction de Lilia Burunciuc, Directrice pays pour les pays de la Caraïbes; Ximena del Carpio (précédente responsable du programme sur la pauvreté mondiale et les pratiques d'équité) et Carlos Rodriguez Castelan responsable du programme sur la pauvreté dans le monde et des pratiques d'équité; Laurent Msellati, représentant résident; Javier Suarez, chef de programme pour l'équité, la finance et les institutions ainsi que Timothy A. Johnston chef de programme pour le développement humain.

L'équipe a reçu de précieux conseils et des commentaires de Miriam Muller ainsi que de Daniel Kirkwood, et des spécialistes sectoriels de la Banque mondiale qui ont apporté leurs connaissances aux recommandations de politiques générales définies dans ce rapport: Cornelia Tesliuc, Malaika Becoulet, Xavier Espinet Alegre, Manuel Contreras Urbina, Mariana Vijil, Marvin Ploetz, Naraya Carrasco, Viviana Sandoval Sierra, Niki Angelou, Stephanie Nsom, Quynh Nguyen, Axelle Latortue, ainsi que les représentants de diverses institutions à savoir: *UN Women*, *UNFPA*, *Neges Mawon*, *WE ARE WOMEN ORG*, Refuge des femmes, Ligue Haïtienne des Femmes pour le Renouveau, Plateforme Genre du Nord-Ouest, Mouvement des Femmes visionnaires d'Haïti et la Chambre de Commerce des Femmes d'Haïti. Pamela Gunio a supervisé le processus administratif avec l'aide d'Iris Teluska; Sara Ochoa était la chargée de conception.

1. Introduction

Tandis que le monde entier a souffert des coûts économiques, structurels et humains de la pandémie de la COVID-19 ces dernières années, Haïti a en outre été secoué en plus par des séismes, cyclones et crises politiques.

Ces chocs se sont ajoutés aux fragilités existantes, exposant les populations marginalisées et vulnérables à des risques plus élevés tout en aggravant les inégalités. Haïti est à la traîne depuis longtemps derrière ses pairs pour ce qui est de l'égalité des genres et les événements récents ne font que rendre plus difficiles les efforts déployés par les entités gouvernementales et non gouvernementales pour y remédier. C'est en effet une phase clé pour revoir le contexte du genre en Haïti, décrire et définir les inégalités là où elles sont constatées à travers la société Haïtienne et tenir des discussions critiques sur le rôle potentiel que leurs diminutions pourraient jouer en égalisant les chances pour tous.

Le Groupe de la Banque mondiale (GBM) considère que la réduction des principaux écarts entre les hommes et les femmes et la croissance de la voix des femmes et des filles ainsi que leurs capacités de décision et d'action sont essentiels pour atteindre ses objectifs d'élimination de la pauvreté et de promotion d'une prospérité partagée.

L'inégalité de genre impose des coûts économiques et sociaux et sa réduction peut stimuler la croissance et les opportunités. Malgré que des améliorations importantes aient été réalisées à l'échelle mondiale durant les 20 dernières années, des efforts supplémentaires sont encore nécessaires afin de diminuer encore davantage les inégalités de genre dans le développement humain, d'assurer l'accès à de bons emplois et à des actifs productifs, de fournir des services qui répondent aussi bien aux besoins des femmes que des hommes, particulièrement les plus pauvres. Cette évaluation de genre permet d'identifier les inégalités et les points d'entrées potentiels pour les actions de politiques et de programmes en Haïti. Elle est fondée sur une note sur le genre datée de 2002 (Banque mondiale, 2002) qui englobe Haïti, la République Dominicaine et la Jamaïque, tout en tirant parti de données disponibles plus récemment, qui comprennent des enquêtes conçues pour comprendre l'impact de la COVID-19 ainsi qu'une documentation abondante élaborée autour du thème des contraintes et barrières, mais aussi des opportunités, liées au genre.

Ce rapport fait pour l'essentiel un examen quantitatif des données relatives au genre les plus récentes disponibles pour Haïti. L'évaluation porte un regard étendu et profond sur Haïti dans un contexte de données limitées, en s'appuyant sur

diverses sources de données. Cette étude se fonde essentiellement sur l'Enquête démographique et sanitaire (EDS, 2010 & 2017), mais inclut également des informations provenant de l'Enquête mondiale sur les valeurs (2016)¹, des études sur les femmes, le commerce et la loi, de la Banque mondiale ainsi que de l'enquête téléphonique à haute fréquence effectuée en 2020 et 2021 entant que preuves plus récentes. Par le biais de ces données, nous identifions les écarts de genre et les inégalités qui peuvent servir de possibilités et de points d'entrée pour des politiques à venir. Au besoin, l'étude fait aussi des comparaisons aux voisins régionaux et à d'autres pays avec des profils économiques similaires. À remarquer que la plupart de ces données remontent à plus de cinq ans et Il y a peut-être eu des changements considérables depuis leur sortie. Cette évaluation n'essaiera pas d'identifier directement les effets des récentes crises sur l'inégalité de genre à cause du manque de données plus récentes et nous nous accordons sur le fait qu'une image complète d'Haïti aujourd'hui requerrait des données plus récentes. Nous complétons ces données quantitatives avec des informations obtenues lors de consultations avec des parties prenantes en Haïti, des groupes de discussions et des rencontres avec des intervenants clés sur des thèmes importants (à savoir, les désastres), et la documentation.

Cette évaluation comble le fossé en termes de documentation en présentant un tableau complet des données sur l'égalité de genre en Haïti. Il existe une documentation réduite sur l'égalité de genre en Haïti, laquelle a rapidement crû ces dernières années. Une grande partie de cette documentation, particulièrement récemment, décrit les effets des désastres naturels sur l'égalité homme-femme (par ex. True 2013; Horton 2012; Llorente-Marron et al. 2020). D'autres documentations utilisent l'analyse textuelle, la collecte des données participatives et d'autres fournissent une analyse approfondie de comment l'inégalité hommes-femmes en est arrivée là en Haïti et les défis à relever pour changer le statu quo (par ex. Charles, 1995; Padgett & Warnecke 2011). Par exemple, une étude suggère que les femmes ont été capables de se mobiliser pour une meilleure représentation à la suite de perturbations institutionnelles par le passé et adopter une législation plus favorable à la question de genre, cependant la fragilité continue de l'état limite le suivi sur cette législation (Tøraasen 2022). Une documentation réduite se concentre sur les contributions des femmes au marché du travail, spécifiquement sur les *madan saras* (Gandini et al. 2021 & Hossein 2015), comment la violence basée sur le genre découle de l'insécurité sociétale (Maclin et al. 2022). Cette étude contribue à la documentation à travers sa vaste évaluation des données et de la documentation existante.

Cette étude est destinée à tous les publics intéressés par le genre et aux principales barrières à l'égalité de genre en Haïti, mais elle vise particulièrement les responsables politiques et les bailleurs de fonds qui ont la capacité de pousser

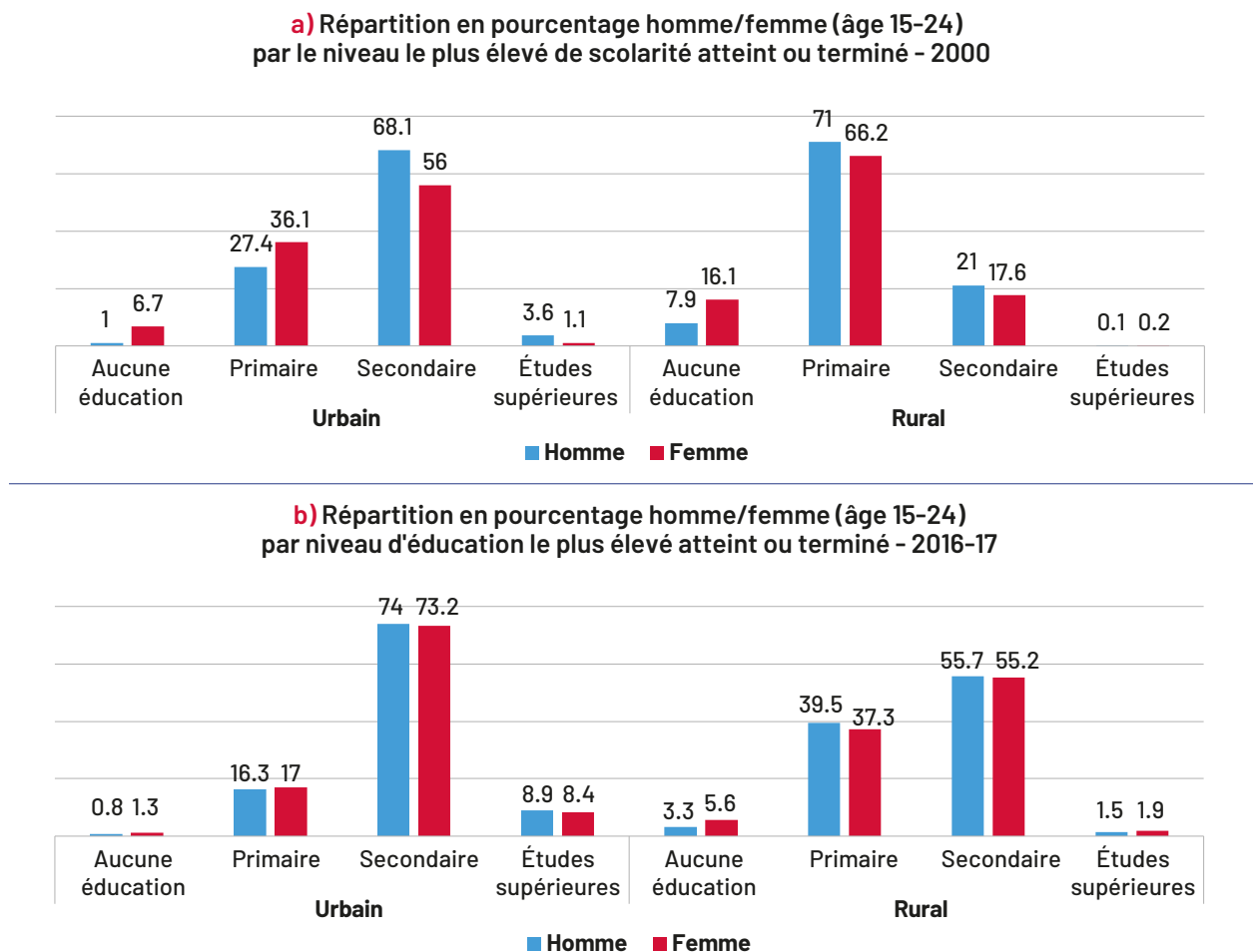
1 Données disponibles ici: <https://www.worldvaluessurvey.org/WVSDocumentationWV6.jsp>

pour de vrais changements dans la conception, la mise en œuvre, le financement et l'application des politiques et programmes. Ce rapport commence par une vue d'ensemble des écarts de genre en termes de dotations, d'opportunités économiques, de capacité de décision et d'action, selon le cadre conceptuel du Rapport mondial sur le développement daté de 2012 (*WDR*) sur le Genre (Banque mondiale 2012) et la Stratégie de genre du groupe de la Banque mondiale (Banque mondiale 2016). Cette étude examine ensuite les quatre domaines principaux où les écarts de genre sont accentués. La première de ces analyses se fait sur les inégalités de genre dans le marché du travail et comprend les obstacles et opportunités pour les femmes, la deuxième sur l'écart de genre dans l'environnement juridique et réglementaire, la troisième sur les comportements risqués et leurs conséquences disproportionnées en fonction du sexe. La quatrième, écrite de concert avec l'équipe de la Banque mondiale qui travaille sur les désastres et la gestion des risques, revoit les vulnérabilités liées au genre qui sont apparues ou sont devenues plus visibles à la suite des désastres naturels récents. Ce qui suit est une version abrégée de l'évaluation de genre dans son intégralité.

2. Bilan

Dans le domaine de dotation en capital humain dans l'éducation, les filles ont réalisé d'importantes avancées avec une plus forte participation, même si le niveau d'éducation pour les adultes demeure faible dans l'ensemble. Haïti est traditionnellement à la traîne par rapport à ses pairs dans la région Caraïbes en ce qui concerne le niveau d'instruction cependant des progrès ont été constatés ces dernières années. Notamment, les écarts de genre dans les inscriptions se sont réduits ou se sont inversés au niveau secondaire et de l'enseignement supérieur, mais pas au niveau de l'école primaire. Parmi la proportion réduite d'Haïtiens âgés de 15-24 qui poursuivent des études supérieures, il y a plus de filles que de garçons dans les zones rurales ([graphe 1](#)). Les garçons ont cependant un taux net de fréquentation scolaire plus élevé que les filles à l'école primaire dans les zones rurales et les garçons en zone urbaine ont un taux d'achèvement plus élevé pour les études supérieures. À noter que l'écart de genre en éducation s'est fermé à travers la Caraïbes et en Amérique centrale (Demombynes et al. 2010). Dans leur ensemble, ces facteurs soulignent le taux croissant d'abandon scolaire rencontré chez les garçons au-delà du niveau primaire, indiquant une nouvelle vulnérabilité liée au genre qui mérite l'attention. Les interventions visant à améliorer la qualité et l'accès à l'éducation pour tous les enfants ont démontré qu'elles ont de fortes répercussions sur les inscriptions et les résultats scolaires tant pour les filles que les garçons. Ces interventions comprennent des transferts en espèce, des programmes de pédagogie pour les enseignants et dans certain cas, des améliorations d'infrastructures (Evans et Yuan, 2022). Surtout, la même étude montre que là où les filles ont des besoins spécifiques, tels que les menstruations et aménager leur temps entre l'école et les tâches ménagères à la maison, les programmes ciblés sur les filles sont indispensables afin d'améliorer les résultats scolaires de ces dernières. Lorsque l'on extrapole ces constats aux garçons, nous recommandons d'identifier les raisons qui poussent les garçons à quitter l'école, ce qui est primordial afin de déterminer les solutions de politique générale. L'analyse sur les comportements à risques étudie certains risques qui viennent avec le décrochage scolaire, lesquels touchent les garçons de manière disproportionnée.

Graphe 1: Niveau d'instruction le plus élevé hommes et femmes (âge 15-24), 2000 et 2016-17

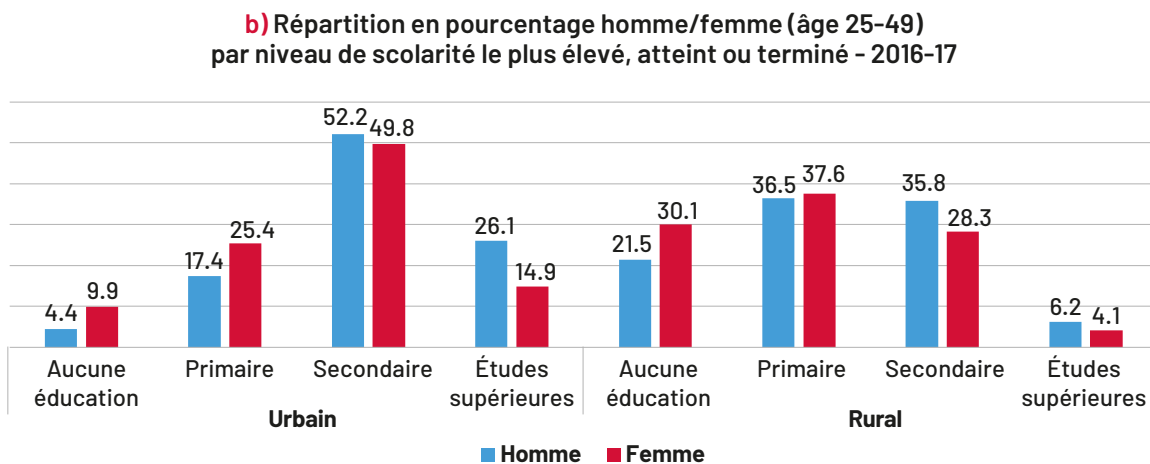
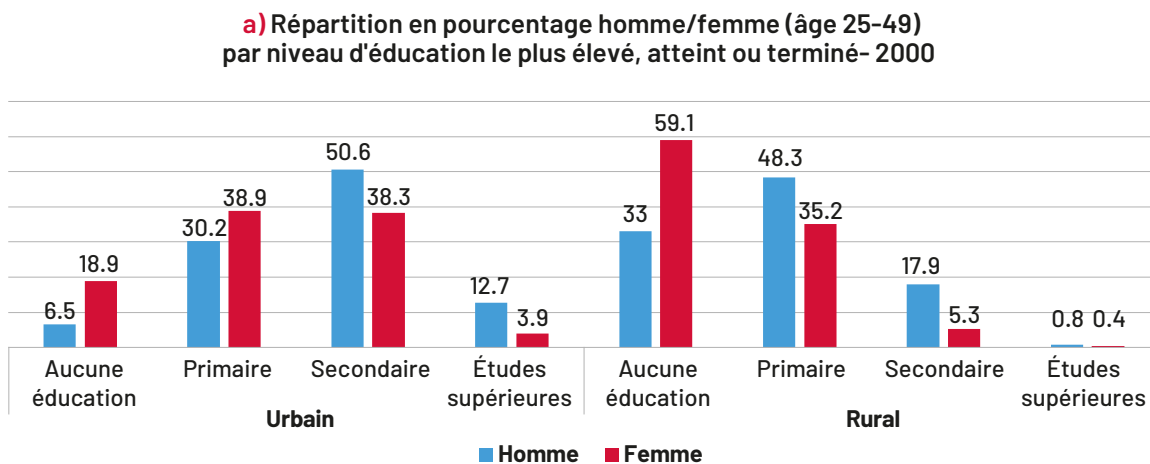


Source: EDS 2000; 2016-17

Bien que l'écart de genre en termes de niveau d'éducation parmi la population âgée de 25-49 ans se soit réduit entre 2000 et 2017, les hommes adultes sont plus susceptibles d'avoir suivi les cours ou avoir terminé l'école secondaire ainsi que les études supérieures. Ces constats proviennent des données disponibles relatives aux ménages les plus récentes, lesquelles démontrent les désavantages historiques des femmes en termes de niveau d'éducation (graphe 2). Malgré que le taux de scolarisation pour l'école primaire indique que ces fossés se combleront si la tendance demeure la même dans les années à venir, les femmes plus âgées et leur progéniture sont probablement plus vulnérables maintenant, comme prévu, en tenant compte de leur niveau d'éducation. L'éducation est fortement liée à l'âge du mariage et à la grossesse en Haïti, lesquels devraient être retardés et l'éducation de la mère est fortement associée aux résultats nutritionnels des enfants. Les femmes qui se

mariées plus tard dans la vie et qui ont plus d'années d'éducation sont aussi moins susceptibles de rapporter des violences de leur partenaire intime.

Graph 2: Niveau d'éducation le plus élevé chez les hommes et les femmes (âge 25-49), 2000 et 2016-17



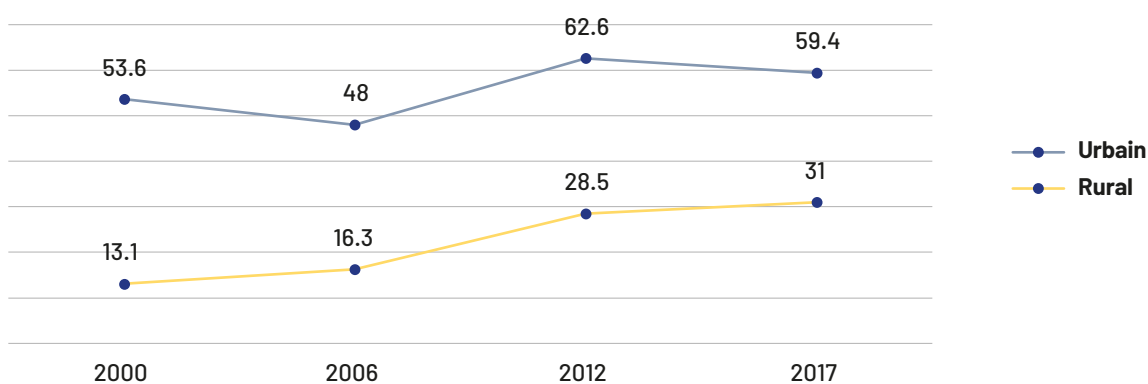
Source: EDS 2000; 2016-17

Les femmes en Haïti souffrent d'un accès limité à la santé maternelle et par conséquent, ont de mauvais résultats en santé maternelle. Les femmes ont un accès limité aux services de santé reproductive, à savoir des sage-femmes qualifiées et des centres d'accouchement appropriés ainsi que très peu de pouvoir sur leur prise de décision concernant leurs soins de santé. Le nombre d'accouchements assistés a augmenté entre 2000 et 2017 selon une analyse de la EDS ([graphe 3a](#)), néanmoins actuellement plus d'un tiers des centres de santé n'ont pas d'électricité continue (Shastry & Morse 2021). Avec le risque de décès maternel, de 1 sur 67 (en 2017), les femmes en Haïti ont le deuxième taux de mortalité maternelle le plus élevé

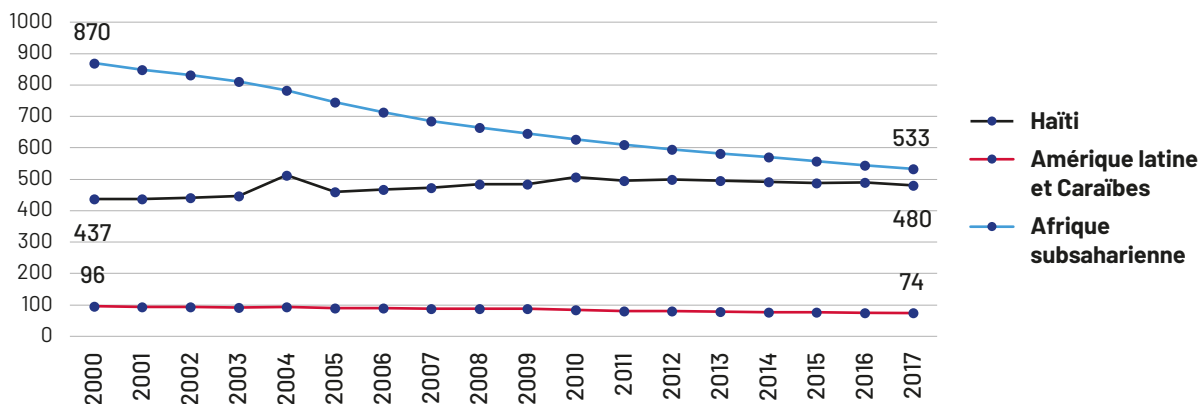
de tous les pays à l'exception de l'Afrique subsaharienne (après l'Afghanistan) et cette statistique est en augmentation ([graphe 3b](#)). Comme autre conséquence potentielle de soins maternels inadéquats, la mortalité infantile est élevée et a augmenté suite au séisme en 2010. Malgré que des données plus récentes nous fasse défaut, nous nous attendons à ce que ces chiffres aient aussi augmentés après les récents désastres.

Grappe 3: Naissances vivantes assistées par un personnel soignant qualifié par type de lieu de résidence

a) Pourcentage de naissances vivantes assistées par un personnel soignant qualifié - tendance



b) Taux de mortalité maternelle (nombre de décès maternel par 100,000 naissances vivantes)



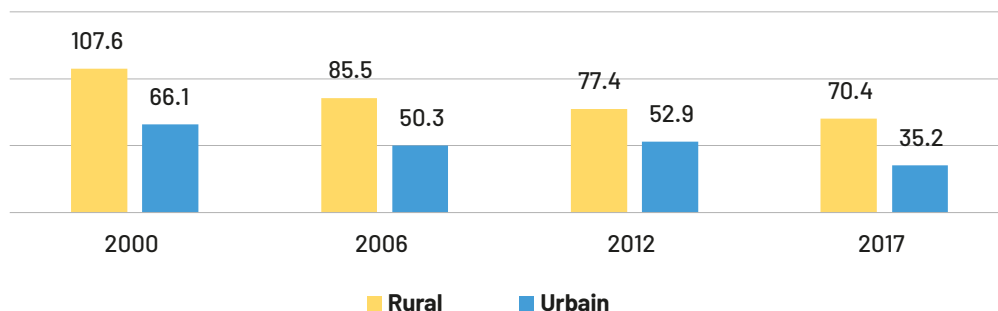
Source: EDS 2000; 2005-06; 2012; 2016-17; UNICEF². Note a): l'indicateur se réfère au pourcentage de femmes (âgées de 15-49 ans) suivie au moins une fois pendant la grossesse par un personnel soignant qualifié (médecins, infirmières et sage-femmes) récemment (2 ans précédant l'enquête). Note b): le décès maternel est défini comme le décès d'une femme pendant sa grossesse ou dans les 42 jours qui suivent l'interruption de grossesse, indépendamment de la durée et du lieu de la grossesse, de quelque cause que ce soit liée à la grossesse ou aggravée par cette dernière ou sa gestion mais ne résultant pas de causes accidentelles ou indirectes.

2 Données disponibles ici: <https://data.unicef.org/topic/maternal-health/maternal-mortality/>

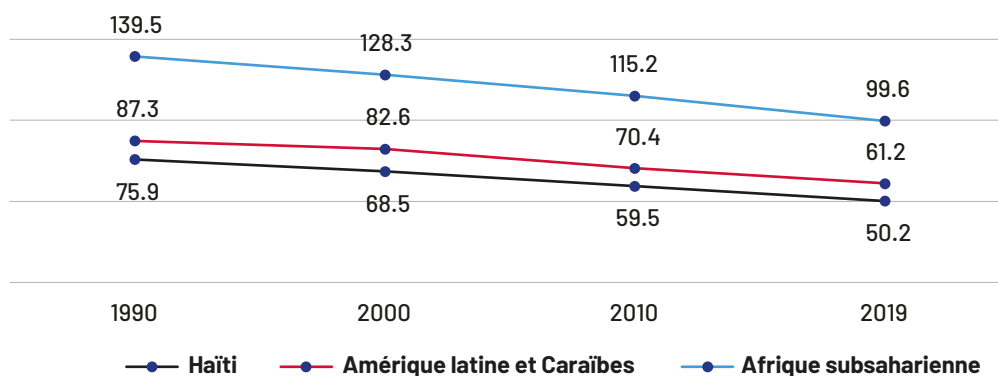
Le mariage précoce n'est pas particulièrement courant en Haïti, mais les grossesses précoces sont généralisées. Le taux de grossesses chez les adolescentes est aussi une préoccupation et affecte les femmes de manière disproportionnée. Haïti a un taux de mariages d'enfants très faible, auquel les petites filles sont les plus exposées, par rapport à des pays situés en Afrique subsaharienne avec des profils de revenus et de pauvretés similaires. Cependant, les grossesses précoces sont répandues et dangereuses pour les adolescentes. Les grossesses précoces sont liées à la pauvreté, aux problèmes de santé, aux fistules obstétricales et autres soucis de santé. Bien que le taux de grossesses chez les adolescentes en Haïti soit légèrement plus bas que la moyenne de l'Amérique Latine (35 pour cent en zones urbaines plus de 70 pour cent dans les zones rurales ([graphe 4](#)), il demeure à un niveau alarmant et contribue à creuser davantage les inégalités de genre, d'autant plus que les normes sociales dictent le rôle prédominant de la femme tant que gardiennes et qui se doit de rester à la maison.

Graphe 4: Taux de fécondité chez les adolescentes

**a) Taux de fécondité chez les adolescentes
(nombre de naissances vivantes par 1,000 femmes), par résidence**



b) Taux de fécondité des adolescents - Haïti et régions de comparaison



Source: EDS 2000; 2005-06; 2012; 2016-17. Indicateurs de développement mondial.³

Note: Les taux sont exprimés en nombre de naissances vivantes par 1,000 femmes. Femmes âges 15-19.

La violence à motivation sexiste se présente sous différentes formes en Haïti et elle empêche la participation complète des femmes dans la société. Les femmes sont davantage sujettes à être des victimes de la violence de genre que les hommes et elles sont exposées à des risques sécuritaires chez elles et au sein de leur communauté. Les femmes commerçantes qui transportent des marchandises à travers le pays et approvisionnent les marchés sont exposées à des problèmes de sécurité sur les routes et les lieux de marchés. Selon les dernières données disponibles (datant de 2017), une femme sur quatre âgée de 15 à 49 ans, a subi de la violence émotionnelle d'un partenaire intime. Il a été démontré que les gangs ciblent les femmes à Port-au-Prince où les normes sociales justifient l'harcèlement des femmes, forçant les

³ Données disponibles ici: <https://data.worldbank.org/indicator/SP.ADO.TFRT?locations=HT>

femmes parfois dans des relations romantiques forcées pour leurs survies, ce qui ne fait que perpétuer les cycles d'abus (Maclin et al. 2022).

Encadré 1: Madan Saras (Madame Saras) – un symbole pérenne de la force des femmes Haïtiennes et de ses vulnérabilités

Les femmes à qui ils manquent les compétences nécessaires ainsi que l'accès au marché formel du travail se retrouvent souvent à travailler dans le commerce et transportent leur marchandise à travers le pays, on les nomme "madan saras" (madame saras). Plus ou moins traduit par femmes commerçantes ou vendeuses ambulantes, les madan saras sont presque toutes les femmes et jouent un rôle déterminant dans le transport des produits agricoles et autres produits provenant de zones rurales qui sont difficiles d'accès aux grandes villes ou communes. En reliant les marchés, les madan saras pallient un gros manque pour ce qui est des infrastructures de transport et de commerce intérieur, assurant ainsi leurs propres moyens de subsistances ainsi que celles de nombreuses familles qui vivent en milieu rural (Gandini et al. 2021). Ces travailleuses représentent 80 pour cent du marché informel Haïtien (PNUD 2015). Néanmoins, c'est aussi une profession qui comporte des risques importants pour celles qui la pratique.

Les madan saras ont généralement un faible niveau d'éducation et viennent souvent d'une lignée de femmes qui a travaillé dans des activités similaires. Elles peuvent travailler dans de petites zones géographiques à pied ou avec des charrettes, elles transportent des marchandises entre des marchés ruraux ou transportent de plus grandes charges en "mototaxis" ou camionnettes entre les zones rurales et les villes. Certaines madan saras travaillent même à l'international, traversant en République Dominicaine et vers des îles avoisinantes pour vendre des marchandises (Hossein 2015). Ces voyages lointains et fréquents ne concordent pas avec le rôle sexospécifique traditionnellement assigné tant que gardiennes. Les madan saras ont souvent du mal à trouver de l'aide pour garder leurs enfants et, à l'instar de nombreuses femmes, peuvent être forcées de choisir entre le travail et les enfants (Gandini et al. 2021).

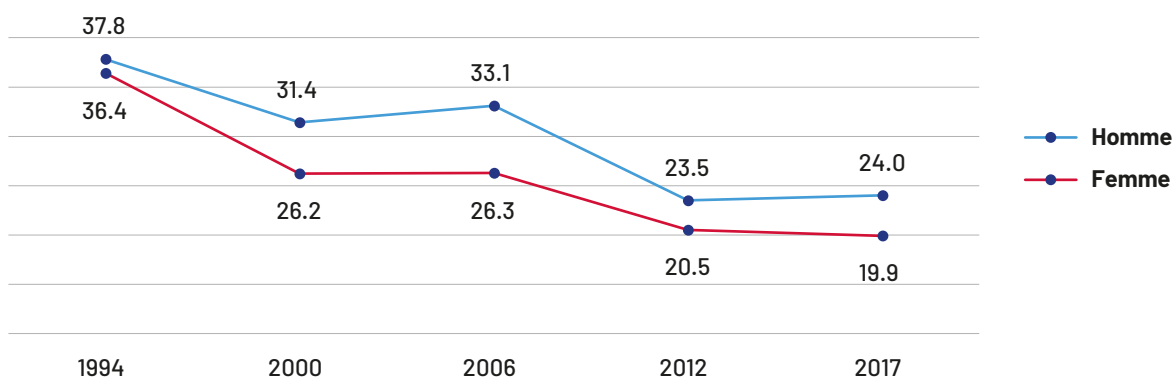
En tant qu'entrepreneurs solo qui voyagent en dehors de leur région, les madan saras sont exposées à des dangers sur les routes et dans les marchés publics. Ces femmes sont battues, violées et victimes de violences ciblées, ce qui est documenté par des chercheurs depuis les années 1950 tout au moins et probablement bien avant toute documentation compte tenu les plus de 200 ans d'existence de la profession (Hossein 2015). À noter que la violence sexiste qui vise les madan saras a augmenté ces dernières années, mettant ainsi en danger les moyens de subsistance pour ce groupe vulnérable ainsi que leur famille tout en déstabilisant cette fragile institution commerciale portée par ces femmes en Haïti.

En dépit des nombreux défis auxquels les femmes font face, les hommes et les garçons sont aussi confrontés à des défis de santé et plusieurs d'entre eux reflètent des tendances mondiales. Les enfants de sexe masculin sont légèrement plus susceptibles de décéder que les enfants de sexe féminin, illustrant ainsi une

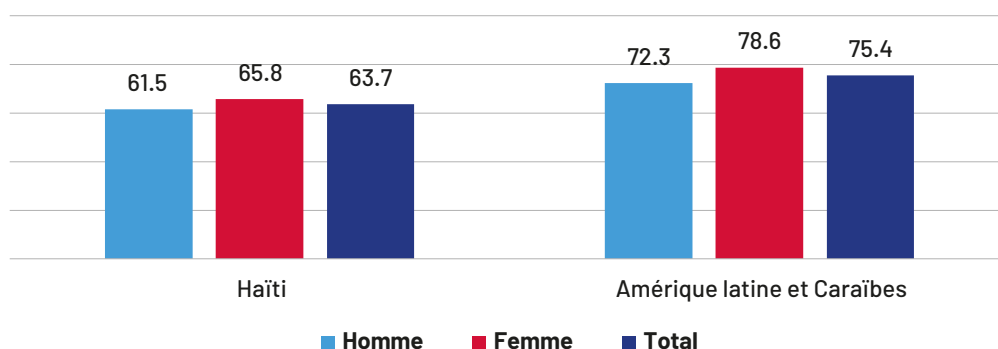
tendance globale, selon laquelle les garçons ont une probabilité un peu plus élevée par rapport aux filles de décéder avant l'âge de 5 ans (UNICEF, OMS et le Groupe de la Banque mondiale, 2020; Costa et al. 2017). Les petites filles ont de meilleurs résultats nutritionnels que les garçons en Haïti (graphe 5), un fait qui a été constaté dans de nombreux pays. Dans le EDS datant de 2017, 24 pour cent de garçons avaient un retard de croissance, comparé à 20 pour cent de filles en Haïti. Les hommes ont une durée de vie plus courte que celle des femmes (62 contre 66 ans), ils sont plus susceptibles de se suicider ainsi que d'adopter des comportements à risques tels que l'alcool et le tabac et de s'impliquer dans des activités de gang.

Grappe 5: Sous-alimentation et espérance de vie à la naissance pour les hommes et les femmes

a) Retard de croissance, taille par âge (% d'enfants de moins de 5 ans)



b) Espérance de vie à la naissance, total (années) - 2018



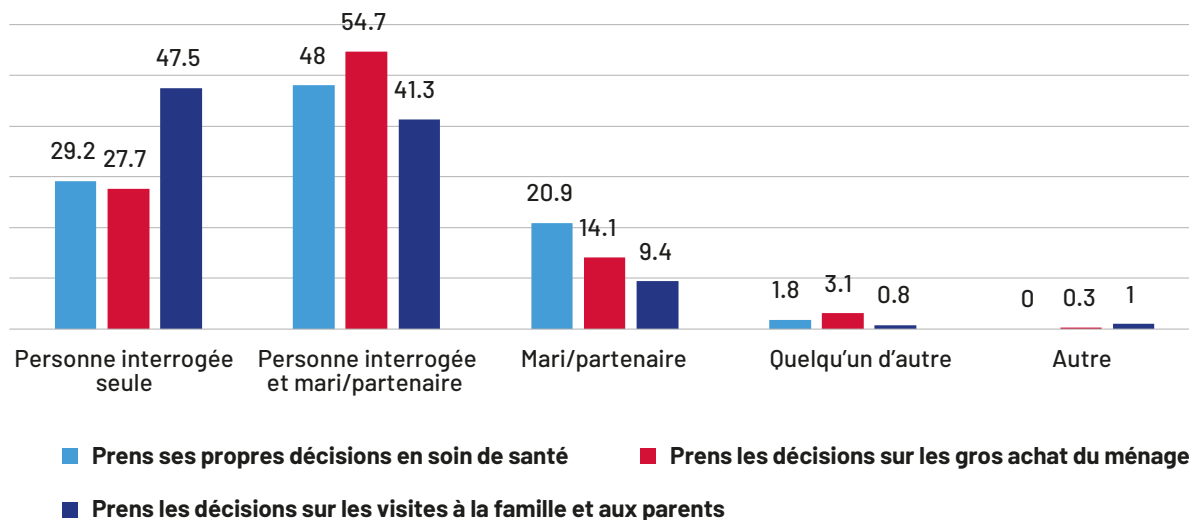
Source: Banque mondiale statistiques de santé⁴.

4 Données disponibles ici: <https://data.worldbank.org/country/haiti>

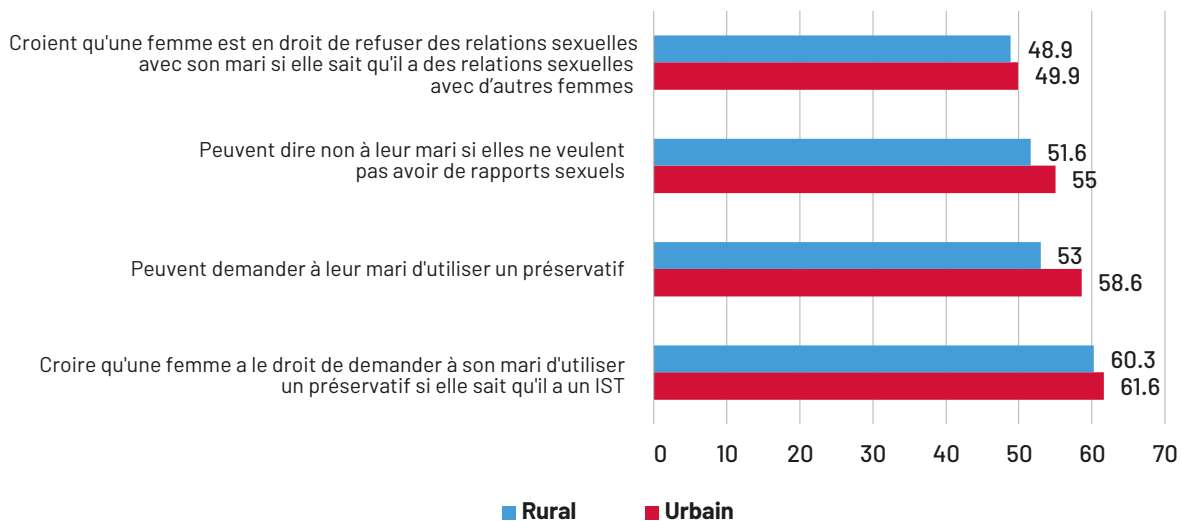
L'inégalité de genre est très visible dans le manque de voix et de pouvoir détenus par les femmes et les rôles très prononcés de genre pour les femmes entant que gardiennes. Les femmes ont un très faible pouvoir décisionnel quant à leur propre problème de soins de santé, les dépenses du ménage et les visites aux amis et à la famille en Haïti, cependant ces chiffres sont similaires à ceux des pays avoisinants. Environ 22.7 pour cent des femmes rapportent qu'elles ne prennent pas leur propre décision en matière de soin de santé, selon l'analyse du EDS de 2017 ([graphe 6a](#)). De plus, de nombreuses femmes sont incapables d'exercer un contrôle sur leur santé sexuelle, avec 38 pour cent des femmes qui rapportent qu'elles sont incapables de demander à leur partenaire d'utiliser des préservatifs ([graphe 6b](#)). Un niveau d'éducation plus élevé correspond généralement à une augmentation des pouvoirs décisionnels, de l'autonomie, de l'amélioration de la situation nutritionnelle des enfants, de l'accès aux services de santé et plus en Haïti. Des données provenant d'autres pays montrent qu'un niveau d'éducation plus élevé est nécessaire, mais pas suffisant pour augmenter le pouvoir de décision des femmes (Samarakoon & Parinduri 2015).

Graphe 6: Pouvoir décisionnel des femmes dans leur relation

a) Répartition en pourcentage de femmes présentement mariées en fonction de la personne qui prend habituellement les décisions sur: les soins de santé, les achats importants du ménage, les visites à la famille ou les parents - 2017



b) Pourcentage de femmes (âgées de 15 à 49 ans) selon leurs croyances - 2017



Source: EDS 2016-17.

3. Approfondissements thématiques

Les quatre thèmes suivants qui sont approfondis ont été choisis en consultation avec l'équipe de la Banque mondiale et en concertations avec des organisations en Haïti. Elles représentent quatre domaines qui comprennent les principales disparités de genre en Haïti et suffisamment de données pour aller en profondeur. Elles sont: le marché du travail, les lois et les normes sociales, les comportements risqués et la gestion des catastrophes et des risques.

3.1. Inégalité de genre sur le marché du travail

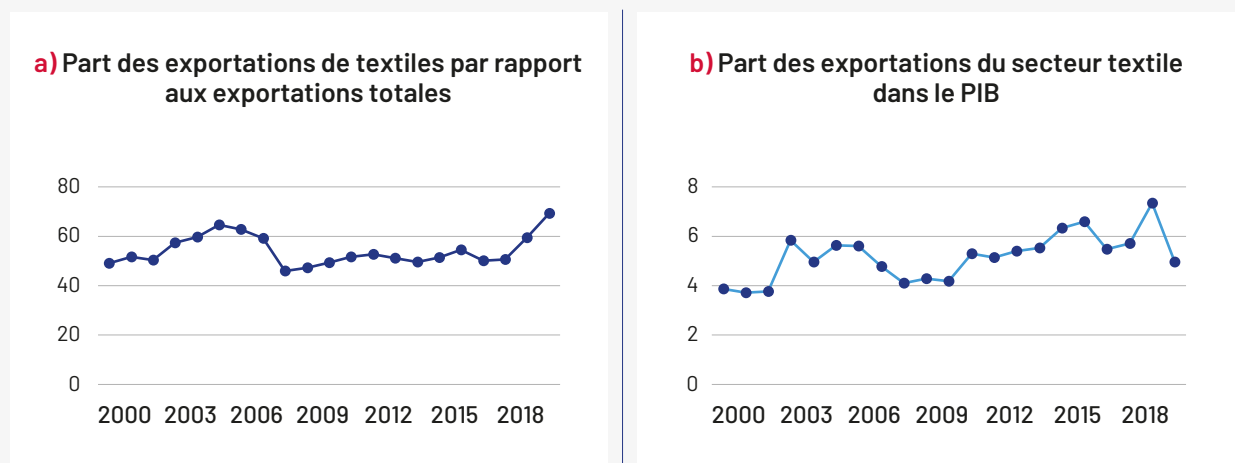
La ségrégation sectorielle de genre est élevée sur le marché du travail et les femmes sont confrontées à des taux de chômage plus élevés et sont moins attachées au marché du travail par rapport aux hommes, ces éléments peuvent être dus à des phénomènes culturels ainsi que des normes culturelles et sociales. On retrouve plus souvent les femmes dans les emplois de services, la vente au détail, le commerce et l'industrie textile, tandis que les hommes prédominent dans le secteur de la construction. Les femmes constituent la majorité des vendeuses ambulantes en Haïti et sont activement impliquées dans les chaînes de valeur agricole (USAID 2020). La ségrégation sur le marché du travail est notable et même s'il n'y a pas d'interdiction explicites sur les heures ou le type de travail pour les femmes, les femmes sont limitées par des normes sociales, culturelles et les stéréotypes sur le rôle des femmes dans la société.

Encadré 2: Potentiel économique dans le secteur textile pour les femmes en Haïti

Le secteur textile en Haïti est très peu rémunéré, hautement féminisé et croît rapidement, présentant une occasion importante afin d'augmenter la qualité du travail et les salaires pour une vaste majorité de femmes. Compte tenu du nombre important de femmes qui travaillent dans ce secteur, les réformes dans le secteur du commerce en détail ont le potentiel d'augmenter la capacité des femmes de subvenir à leurs besoins et ceux de leur famille tout en améliorant matériellement la vie de nombreux Haïtiens.

Les exportations du secteur textile constituent la majorité des exportations en Haïti et presque toute la production est conçue pour le marché extérieur. La part des exportations de textiles a été relativement stable depuis l'année 2000 et est un secteur clé de concentration du gouvernement ainsi que ses partenaires commerciaux ([graphe B2a](#)). Dans l'esprit de renforcer le secteur, l'emploi et afin de diminuer la corruption, la loi des États-Unis sur "L'amélioration des débouchés panaméricains d'Haïti par l'encouragement de partenariats" (loi "HOPE") a été adoptée en 2006 et prolongée en 2016. La loi HOPE accorde des avantages commerciaux spéciaux à Haïti, qui comprend l'accès flexible et en franchise de droits de douane au marché Américain pour les exportations de vêtements et l'utilisation de matières et d'intrants provenant de pays tiers. La part des exportations du secteur textile par rapport au PIB a presque doublé ces deux dernières décennies. Elle est passée de 3.9 pour cent en 2000 à 7.3 pour cent du PIB en 2019 (la baisse dans les exportations de textile en 2020 et l'augmentation en part du PIB en 2020 s'expliquent probablement par la pandémie de Covid 19 et la contraction générale du PIB)([graphe B2b](#)).

Grappe B2 Part des exportations textiles dans les exportations totales et le PIB



Le graphe de l'auteur; les données du MEF, d'Haïti et de la base de données de la BM

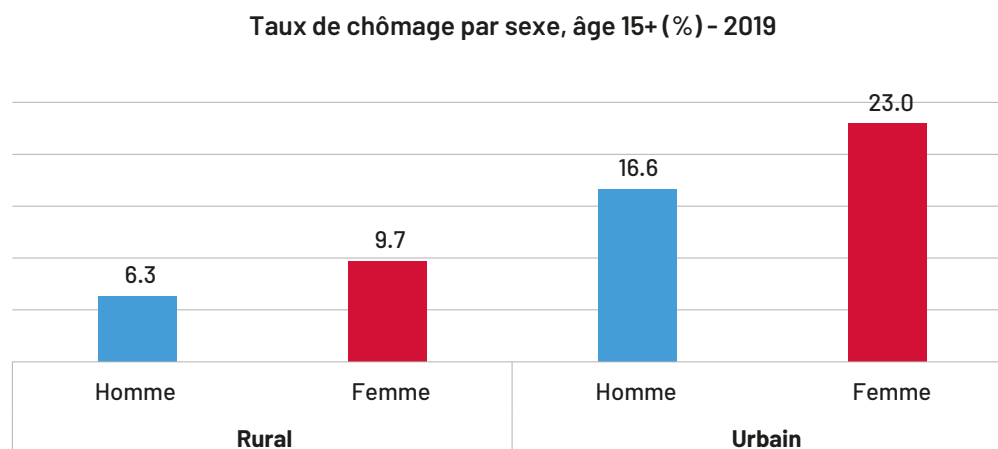
Les femmes constituent la majorité des ouvrières du secteur textile, mais les salaires de base ne sont pas élevés et les femmes sont sous-représentées au niveau de la direction. L'industrie textile est l'un des plus grands pourvoyeurs d'emploi en Haïti et environ deux tiers des employés du secteur textile en Haïti sont des femmes (Shamsie 2017). Cependant, tel que démontré dans la documentation (SFI, 2019), très peu de femmes occupent des postes de direction ou sont à un échelon élevé. Les emplois de base dans le textile sont généralement ouverts aux femmes qui ont un faible niveau d'instruction, ce qui est fréquent en Haïti. Tel que montré à la section 2.1, malgré des améliorations dans le niveau d'éducation, les femmes âgées de 25-49 continuent d'avoir un plus faible niveau de scolarisation que les hommes.

Les emplois pour les femmes dans le textile sont peu rémunérés, ce qui enracine les femmes dans la pauvreté. Les emplois de base dans le textile, de par la législation, sont payés le salaire minimum pour le secteur F (Radio Metronome, 2022), lequel a été récemment augmenté à 685 gourdes pour 8-heures par journée de travail en février 2022. Les ouvriers du secteur textile ont commencé à protester pour demander des salaires plus élevés, les manifestations ont atteint leur point culminant début 2022 et ont abouti à un accord pour augmenter le salaire minimum dans de nombreux secteurs, y compris le secteur textile ("The Jamaica Gleaner", 2022). Malgré cette récente augmentation, le salaire minimum demeure faible par rapport aux comparateurs régionaux et défavorise les femmes excessivement. Le secteur textile est très important pour l'économie nationale d'Haïti et a le potentiel de sortir beaucoup de femmes de la pauvreté, cependant les salaires peu rémunérés et le peu d'opportunités d'avancement gardent les femmes en arrière.

Les femmes sont plus susceptibles d'être au chômage et il était fort probable qu'elle déserte le marché du travail lors de la pandémie, élargissant ainsi le fossé.

Avant la pandémie, les femmes affichaient des taux plus élevés de chômage ; environ 23 pour cent des femmes dans les zones urbaines étaient sans emplois par rapport à 17 pour cent pour les hommes ([graphe 7](#)). Lors de la pandémie de COVID-19 les femmes étaient beaucoup plus susceptibles de quitter le marché du travail par rapport aux hommes, alors que ces derniers étaient plus susceptibles de commencer un travail informel, dénotant une tendance, déjà présente, de faible attachement au marché du travail chez les femmes, laquelle n'a fait que croître durant la pandémie. Comme c'est le cas dans d'autres pays, la baisse disproportionnée de femmes sur le marché du travail est peut-être liée au partage inégal du travail domestique, non rémunéré, entre les hommes et les femmes. On s'attend à ce que les femmes assument davantage les responsabilités familiales et ménagères, lesquelles ont augmenté pendant la pandémie.

Graph 7: Taux de chômage entre les hommes et les femmes

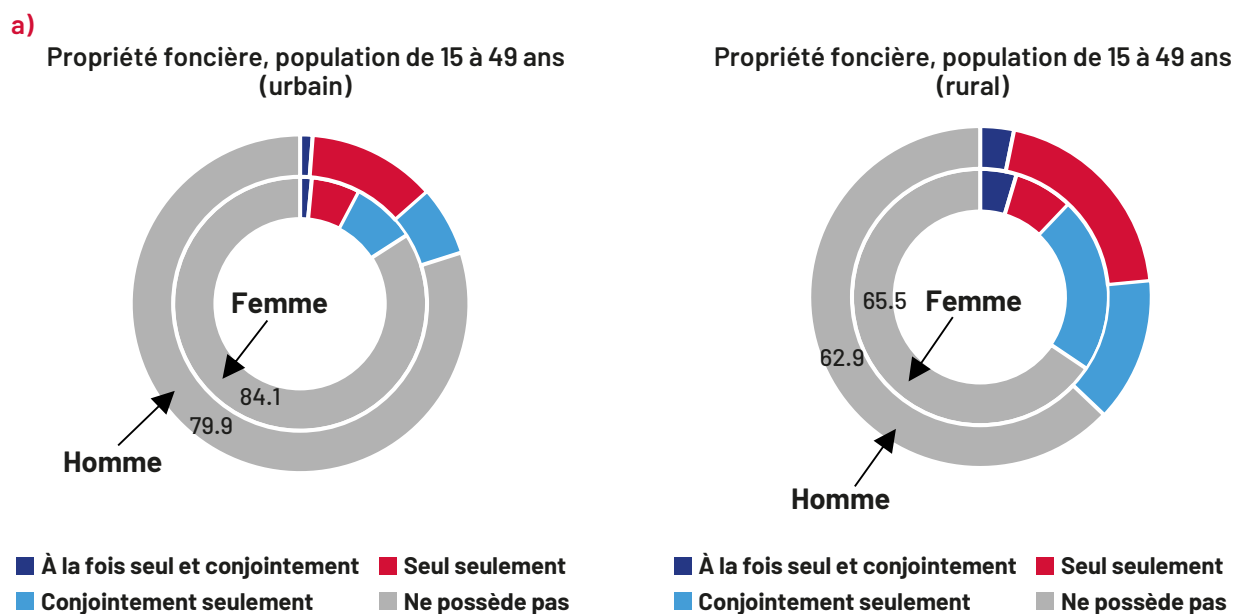


Source: Organisation internationale du travail⁵.

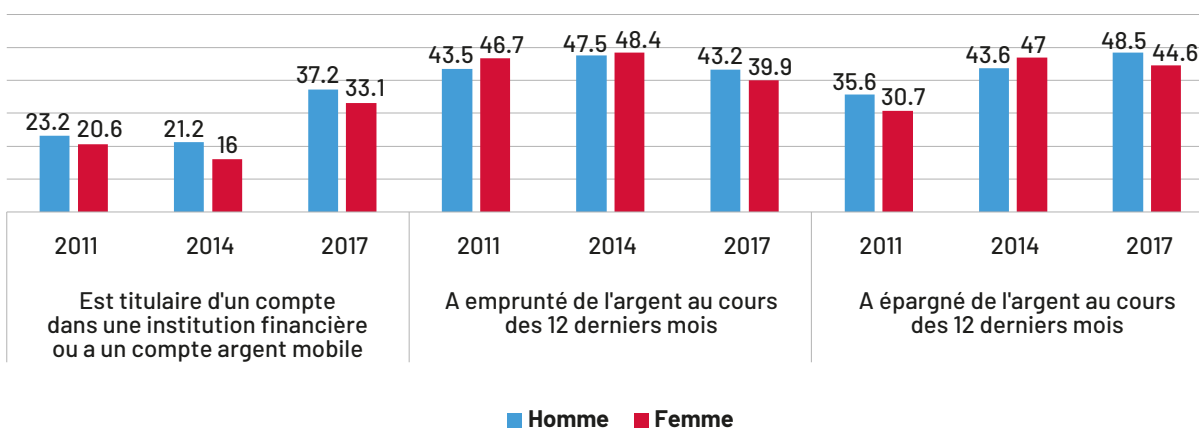
L'accès aux ressources productives pour les femmes, notamment la propriété foncière et les instruments financiers, est statistiquement nettement inférieure à l'accès pour les hommes. Seulement 8 pour cent de femmes dans les zones rurales, où l'agriculture est le secteur dominant, possèdent des terres, contre 20 pour cent pour les hommes ([graphe 8a](#)). Les taux d'inclusion financière dans leur ensemble en Haïti sont extrêmement faibles –environ 1/3 d'Haïtiens seulement ont accès à un compte en banque—l'écart hommes-femmes est environ de 5 points de pourcentage ([graphe 8b](#)). Alors que les disparités de genre sont apparentes, par exemple, les femmes sont plus susceptibles de ne pas avoir de compte en banque, d'épargne ou de souscrire un emprunt par rapport aux hommes, ces statistiques doivent être prises en compte en sus de la faible disponibilité et de l'accès aux instruments financiers en général. L'écart de genre quant à l'accès aux ressources est légèrement moins élevé en Haïti que dans les comparateurs régionaux. Les informations sur les salaires manquent dans les données, nous n'avons donc pas pu évaluer la disparité des salaires pour le genre, ce qui démontre la nécessité d'études supplémentaires.

5 Données disponibles ici: https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer12/?lang=en&segment=ref_area&id=HTL_A

Grphe 8: Propriété des biens et services financiers des hommes et des femmes



b) Détention d'un compte, argent emprunté et épargné
(% de la population âgée de 15 à 49 ans)



Source: EDS 2016-17; Global Findex⁶ 2011; 2014; 2017.

6 Données disponibles ici: 2011, <https://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/1179>; 2014, <https://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/2430>; 2017, <https://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/3359/get-microdata>.

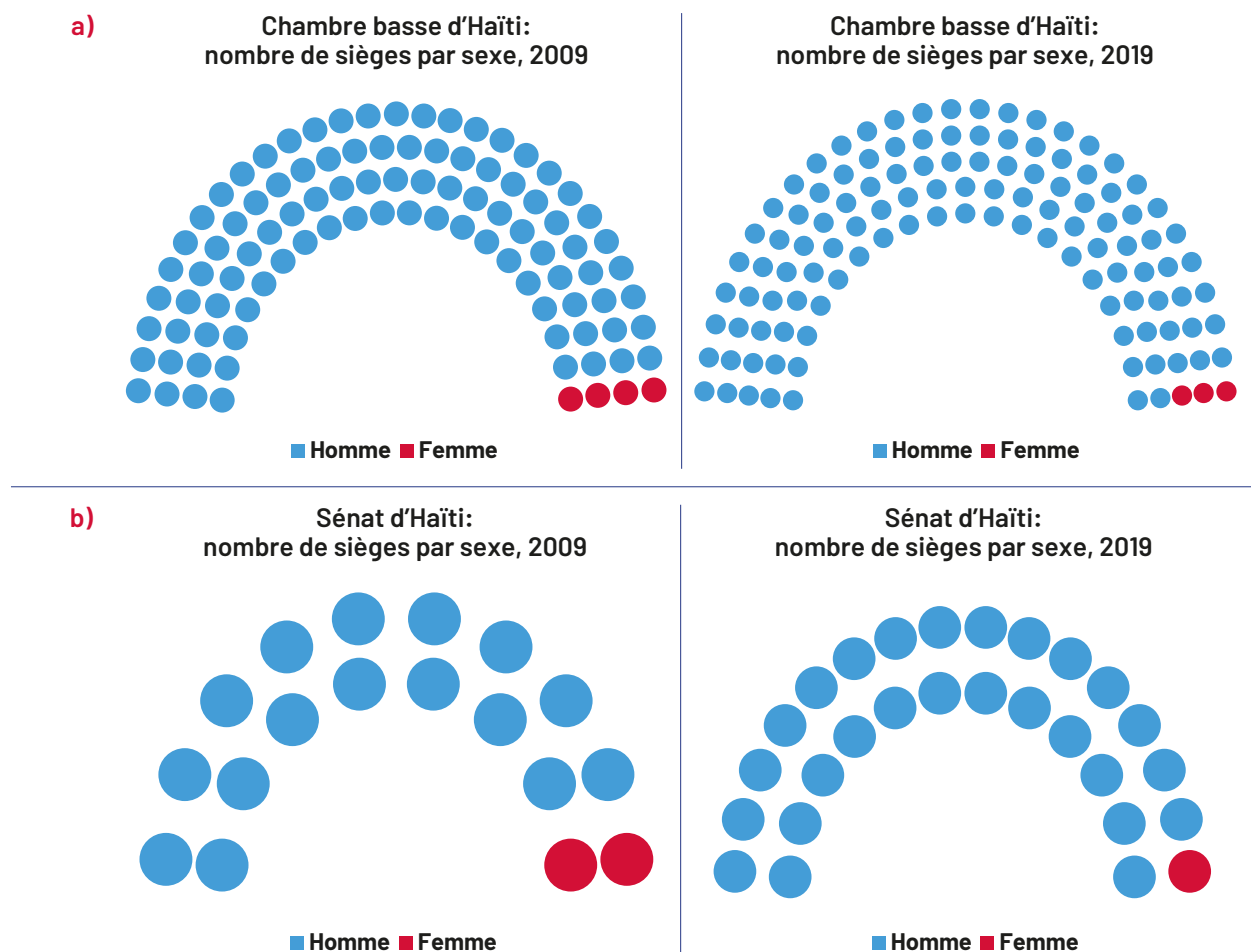
3.2. Législations et normes sociales

En matière juridique et réglementaire, les femmes en Haïti sont confrontées à de nombreux défis et à la discrimination explicite dans certains domaines. Haïti a davantage de lois restrictives et moins de provisions juridiques relatives à la promotion de l'égalité de genre et de l'accès à l'emploi que ses comparateurs régionaux. Les femmes qui travaillent dans le secteur formel ont droit à 12 semaines de congé maternité (même si cela ne correspond pas tout à fait à la norme de 14 semaines de l'OIT), les hommes par contre ne peuvent pas prendre de congé paternité. Même là où les lois sont en vigueur, la mise en application fait défaut. Malgré la législation existante sur le harcèlement sexuel, les femmes rapportent un niveau élevé de harcèlement dans les écoles et sur le lieu de travail, elles rapportent que cela entrave même leur capacité à évoluer intellectuellement et professionnellement.

L'égalité de genre est inscrite dans la législation nationale pour certains domaines clés, néanmoins il est difficile de savoir dans quelle mesure elle se traduit en faveur de l'égalité entre les sexes. Par exemple, malgré que la propriété égale, que l'accès aux biens et la propriété soient garantis dans le décret sur l'état matrimonial de 2020, les lois codifiées telles qu'identifiées par Femmes entrepreneurs de la Banque mondiale ainsi que l'Indice de l'état de droit montrent qu'elles ne sont pas applicables, davantage de recherches sont donc nécessaires afin de savoir comment et si ces lois ainsi que d'autres lois sur l'égalité de genre sont appliquées dans la pratique. Haïti a une loi qui rend obligatoire le salaire égal pour le travail égal, le cadre légal ne fait pas mention d'interdiction explicite sur le travail avec des postes de rotation la nuit pour les femmes, des emplois considérés comme dangereux ou des emplois dans le secteur industriel, lesquels ont tendance à payer davantage. L'absence d'interdiction explicite ne signifie pas que les femmes ont plein accès à ces emplois dans la pratique, néanmoins le cadre légal est au moins propice à l'accès.

Malgré un quota de représentation féminine dans les organes législatifs et la fonction publique, les femmes sont sous représentées au sein du gouvernement. Aussi bien dans la chambre basse que le Sénat, les femmes sont représentées en deçà des exigences constitutionnelles (Article 17.1) des 30 pour cent de postes dans la fonction publique ([graphe 9](#)). De plus en plus de postes élevés et influents ont moins de chance d'être occupés par une femme, avec 2.5 pour cent des postes de la chambre basse détenus par les femmes et seulement un siège au Sénat occupé par une femme (3.6 pour cent). L'une des raisons pour la faible performance du pays sur le plan de droits juridiques et de protection pour les femmes et les mères pourrait être que les femmes sont étonnément sous-représentées au parlement ainsi qu'à d'autres niveaux du gouvernement, comme démontré par les recherches, avoir plus de femmes dans un gouvernement mènent à des lois sur le genre beaucoup plus équitables.

Grphe 9: Participation des hommes et des femmes en Haïti à la chambre basse et au Sénat



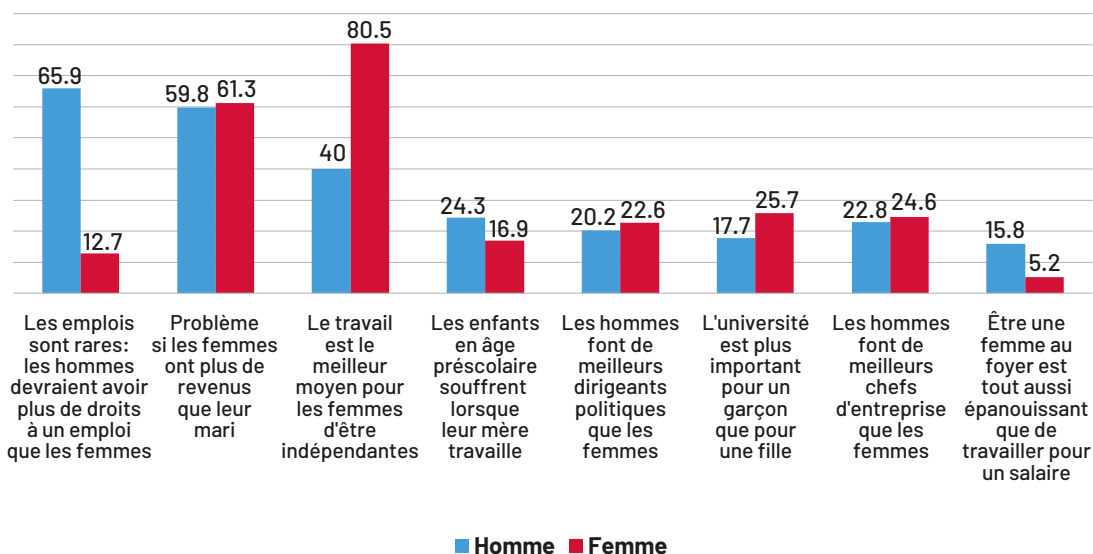
Source: Élaboration à l'interne avec des données de UIP: Union interparlementaire - Femmes au parlement - <http://archive.ipu.org/wmn-e/classif-arc.htm>. Information révisée le 18 décembre 2020. Outil pour les graphiques: <https://app.flourish.studio/@flourish/parliament-chart>.

Le rôle des femmes en tant que gardienne et femme au foyer constitue un obstacle important à leur participation équitable sur le marché du travail et dans la société dans son ensemble. Malgré qu'il nous manque des descripteurs directs de normes sociales, plusieurs constatations examinées ici font ressortir des attitudes et normes inégales de genre autour du rôle des femmes. Les femmes sont présentées dans une analyse descriptive multivariée, comme moins susceptibles de rester sur le marché du travail avec l'arrivée de chaque enfant additionnel dans leur ménage, lequel constat ne s'applique pas aux hommes. Il était probable que les femmes quittent le marché du travail durant la pandémie, ce qui est en adéquation avec une tendance mondiale de femmes qui assument plus de responsabilités en s'occupant de leur famille. Une enquête de 2016 sur les attitudes au sujet du rôle des femmes dans le

marché du travail a montré que plus de 2 hommes sur 3 ont approuvé l'idée suivante, à savoir: lorsque les emplois sont rares, les hommes ont davantage le droit d'obtenir un emploi qu'une femme ([graphe 10](#)). De même, 60 pour cent des hommes et femmes s'accordent sur le fait que c'est un problème si une femme gagne davantage que son mari. Dans l'ensemble, des normes sociales restrictives et une législation inéquitable défavorisent les femmes sur le marché du travail. Islam et al (2019) montre que des lois inégales non seulement découragent les femmes de participer dans la force de travail du secteur privé, mais diminuent aussi leur chance de devenir des cadres et propriétaires de firmes.

Grappe 10: L'opinion des gens sur les rôles de genre dans la société

Pourcentage d'hommes/femmes qui approuvent les opinions suivantes - 2016



Source: Enquête mondiale sur les valeurs 2016⁷.

7 Données disponibles ici: <https://www.worldvaluessurvey.org/WVSDocumentationWV6.jsp>

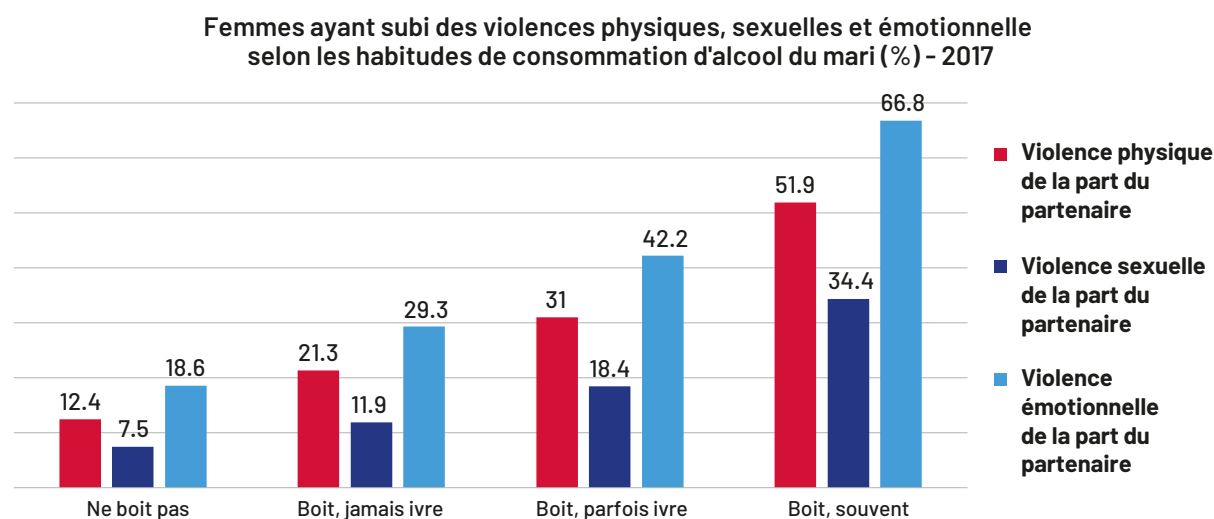
3.3. Comportements à risques

Ce chapitre analyse les comportements à risques à travers une perspective de genre, en mettant l'accent sur les interconnexions entre l'abandon scolaire, la toxicomanie et la violence.

L'abandon scolaire et l'absentéisme sont un problème omniprésent en Haïti, combiné à la mauvaise qualité de l'éducation ainsi que les violentes alternatives à l'éducation. La pauvreté est l'un des facteurs prédictifs les plus significatifs des faibles taux d'inscription scolaire, cependant quand on le mesure spécifiquement, une réalité plus nuancée ainsi que la question de genre commence à se dégager. Il est moins probable que ceux qui sont handicapés aillent à l'école, ce qui laisse supposer que les écoles sont mal équipées pour répondre aux besoins de tous. Les petites filles qui résident en dehors de la capitale ont moins de chance d'aller à l'école qu'à Port-au-Prince, les taux sont particulièrement bas dans les régions du nord-ouest, la grande anse et le sud. Néanmoins la réalité la plus inquiétante est celle des garçons. L'écart de genre dans les inscriptions s'est inversé par conséquent les garçons ont un taux de fréquentation scolaire plus bas que les filles. Le peu d'inscription, à l'évidence, entrave la progression scolaire continue— comme le prouvent les faibles ratios d'inscription au niveau de l'enseignement supérieure— Cette situation crée aussi des possibilités pour que les garçons s'aventurent dans des comportements à risques.

Les hommes et les garçons en Haïti affichent des comportements risqués et violents à des taux plus élevés que les femmes et les filles. Les garçons sont plus susceptibles de rejoindre les gangs, malgré que les filles le fassent aussi. Les hommes sont davantage portés sur le tabac et l'alcool. La consommation des hommes d'alcool (tel que rapporté par un partenaire) est l'un des facteurs prédictifs les plus importants de la violence domestique subie par une femme ([graphe 11](#)). L'implication dans de tels comportements n'est pas propice au retour à l'école et fait probablement parti d'un cercle vicieux de décrochage scolaire/comportements risqués.

Grphe 11: Consommation d'alcool et violence du partenaire intime subies par les femmes

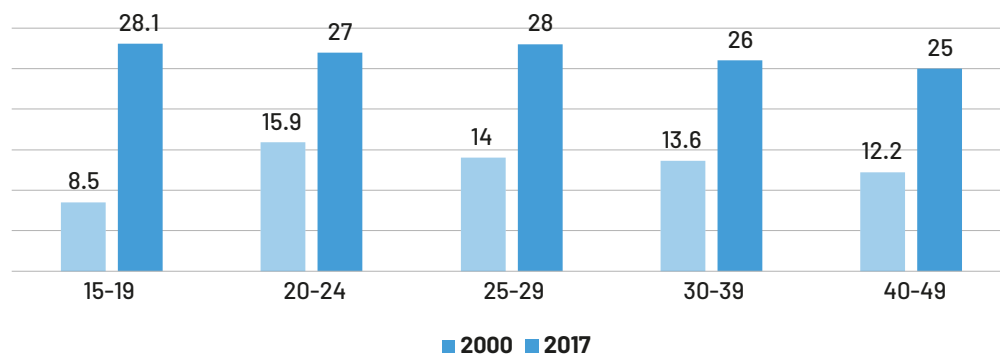


Source: EDS 2016-17.

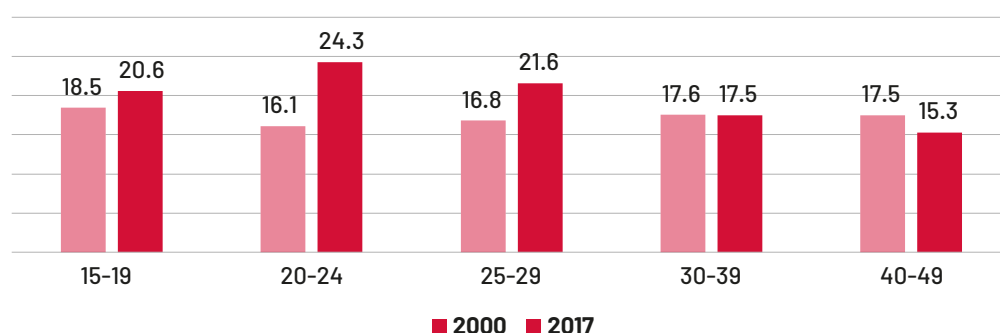
La violence des gangs contre les femmes n'est pas sans rapport à la situation sécuritaire et aux normes sociales qui la justifient, les femmes sont plus susceptibles d'être victimes de violence domestique, violence sur leur lieu de travail, violence dans leur communauté quand les gangs sont présents. Beaucoup d'hommes et de femmes en Haïti croient que "battre sa femme" est justifié pour une raison ou une autre et les femmes, fort probablement, vont subir de la violence physique, sexuelle et/ou émotionnelle de leur partenaire. Les rapports de violence émotionnelle et physique ont augmenté sur la période s'étalant de 2010 à 2017 pour presque tous les groupes d'âges, tandis que les rapports de violence sexuelle ont baissé pour tous les groupes d'âge, à l'exception des 15-19 ans ([graphe 12](#)). Les femmes qui résident à Port-au-Prince se sentent ciblées par la violence des gangs qui occupent une place importante et constituent un soutien social, et justifient le harcèlement des femmes (Maclin et al. 2022).

Graphe 12: Violence de leur partenaire intime vécue par les femmes

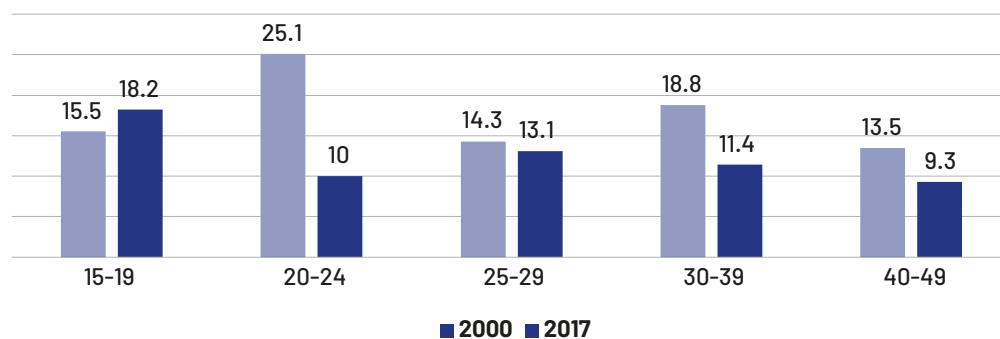
a) A déjà subi une violence émotionnelle de la part de son partenaire (%)



b) A déjà subi des violences physiques de la part de son partenaire (%)



c) A déjà subi des violences sexuelles de la part de son partenaire (%)



Source: EDS 2000; 2016-17. Notes: "A déjà subi des violences émotionnelles de la part de son partenaire": le conjoint l'a déjà humiliée; le conjoint l'a déjà menacé, conjoint(e) jamais Insulté(e) ou amené(e) à se sentir mal dans sa peau. "A déjà subi des violences physiques de la part de son partenaire": le conjoint a déjà poussé, secoué ou jeté quelque chose, le conjoint a déjà giflé ou tordu le bras, le conjoint a déjà donné un coup de poing ou un objet dangereux, le conjoint a déjà donné des coups de pied ou traîné, le conjoint a déjà essayé d'étrangler ou de brûler, le conjoint a déjà menacé avec un couteau/une arme à feu ou une autre arme, le conjoint a déjà tordu le bras ou tiré les cheveux. "A déjà subi des violences sexuelles de la part de son partenaire": le conjoint a déjà forcé physiquement des rapports sexuels alors qu'il ne le souhaitait pas, le conjoint a déjà forcé d'autres actes sexuels alors qu'il ne le souhaitait pas, n'a jamais été forcée, par des menaces ou de toute autre manière, à accomplir des actes sexuels qu'elle ne voulait pas.

3.4. Gestion des catastrophes et des risques

La situation géographique d'Haïti fait d'elle l'un des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles. Les tremblements de terre constituent le risque le plus élevé, suivi par les cyclones, la dégradation environnementale, la sécheresse et les épidémies (Commission européenne, 2020). Entre 2000-2019, Haïti a été classé comme le troisième pays le plus touché par les effets des phénomènes climatiques (Eckstein et al., 2021).

Le pays a été récemment frappé par des catastrophes successives avec des coûts humains et économiques dévastateurs, ces désastres ne feront qu'augmenter en fréquence et en gravité à mesure que le climat continue de changer. On estime que le séisme de 2010 a provoqué la mort de 220,000 personnes et détruit l'équivalent de 120 pour cent du PIB (Banque mondiale, 2021). Le déclenchement de l'épidémie de cholera peu de temps après le séisme a fait environ 10,000 victimes (MSPP, 2020). En 2016, le cyclone Matthew a causé plus de 500 décès, déplacé 175,000 personnes et a occasionné des dégâts et pertes équivalent à environ 32 pour cent du PIB. Le pays a été encore plus affaibli par la pandémie de COVID-19 suivie du tremblement de terre de 2021 avec une incidence qui représente environ 11 pour cent du PIB, tout cela est venu se greffer à une longue crise politique (Banque mondiale, 2021).

Les inégalités de genre existantes et les besoins uniques des femmes ont des conséquences sur la capacité différentielle des Haïtiens à se relever des catastrophes par genre, ce qui perpétue et aggrave encore davantage ces inégalités. Les inégalités de genre pour ce qui est des opportunités économiques, l'accès limité aux informations, l'implication limitée dans les politiques publiques de gestion de désastres ainsi que leur capacité à prendre des décisions peuvent mettre les femmes dans une position de grande vulnérabilité face aux désastres. Le relèvement suite aux catastrophes naturelles s'est avéré difficile et chacune des crises suivantes en a multiplié les effets, lesquels sont particulièrement préoccupants pour les femmes. L'insécurité généralisée entrave la capacité de tous les Haïtiens de vaquer à leurs occupations et à s'occuper de leurs affaires personnelles.

Même avant qu'une catastrophe ne survienne, les femmes peuvent être défavorisées. Les plans de préparation, la communication sur les désastres et les groupes communautaires qui planifient pour les désastres peuvent exclure les femmes. Le faible taux d'alphabétisation et le peu d'accès à l'internet empêchent les femmes d'accéder aux informations sur les désastres (Banque mondiale, à venir). L'un des moyens de communications les plus courant pour élaborer des mécanismes de planification est véhiculé sous forme d'affiches, malgré qu'elles comprennent souvent des photos, elles peuvent ne pas être aussi accessibles aux femmes que les messages verbaux qui parviennent par le biais de structures communautaires (ibid).

Encadré 3: Le rôle des femmes dans les activités de préparation aux catastrophes

En général, ce sont les hommes qui prennent part aux réunions communautaires organisées dans le cadre des activités de préparation ou d'autres activités de formation à la gestion des risques de catastrophes. Ce qui s'explique par le fait que les femmes doivent remplir d'autres obligations (telles qu'aller au marché ou s'occuper des enfants) à l'heure ou doivent se tenir les réunions. Même lorsque ces facteurs sont pris en compte, il n'est toujours pas facile d'obtenir une grande participation des femmes. Par conséquent, on n'attribue pas un rôle important aux femmes lors de la préparation.

Interview avec un spécialiste non-gouvernemental dans le secteur de la gestion des risques de catastrophes, Port-au-Prince, 2021.

Les femmes ont moins de chance d'avoir un emploi et ont moins d'accès à l'épargne et au crédit, elles n'ont donc pas de filet de sécurité et la capacité de se relever après les désastres. Tel qu'analysé ci-dessus, les femmes sont plus susceptibles d'être au chômage et étaient plus vulnérables à perdre leur emploi pendant la pandémie. On les retrouve, le plus souvent dans l'industrie des services, pour laquelle il y a moins de demande après un désastre, particulièrement par rapport aux secteurs dominés par les hommes tels que la construction, là où le besoin de reconstruire les infrastructures est immédiat et visible. Bien que les femmes représentent la majorité des marchandes ambulantes et les principaux nœuds de liaison entre les produits agricoles et les marchés, la destruction des exploitations agricoles peut détruire les marchés et tous les Haïtiens auront probablement un plus faible pouvoir d'achat après une catastrophe, ce qui aura pour conséquence de mettre celles qui travaillent dans les services et le commerce confrontées à un risque de pauvreté plus élevé. Les femmes ont moins d'accès à l'épargne et au crédit que les hommes, ils leur manquent aussi cette sécurité.

Tandis que le travail payé devient moins accessible, le travail non rémunéré peut augmenter lors des situations catastrophiques. Les tâches quotidiennes confiées aux femmes telles que prendre soin des personnes âgées, s'occuper des enfants et apporter de l'eau deviennent plus difficiles à accomplir en temps de crise.

Parallèlement, les femmes peuvent rencontrer des difficultés à satisfaire leur besoin en soin de santé ainsi que ceux de leurs enfants. Les catastrophes ont des répercussions sur l'accès et la disponibilité des services de santé (*UN Women and Care, 2021*). Les femmes et les jeunes enfants en Haïti sont particulièrement vulnérables compte tenu des taux élevés de mortalité maternelle et infantile aussi bien que la malnutrition (voir l'état des lieux). Par exemple, les preuves qualitatives indiquent qu'après le cyclone Matthew, l'accès aux soins pré et postnatals étaient de plus en plus difficile et les mères qui allaitaient étaient particulièrement exposées au risque de malnutrition et de déshydratation (Banque mondiale, à venir).

Les catastrophes risquent d'exposer les femmes et les filles à la violence sociale et familiale. Des données récentes d'Haïti montrent que la violence familiale et l'insécurité généralisée ont augmenté ces dernières années. La pauvreté accrue accompagnée de la frustration des hommes qui doivent nourrir leur famille mènent souvent à l'augmentation de la violence dans les foyers, tandis que la croissance des gangs tant que source de communauté et de survie est renforcée par des masculinités négatives et des attentes normatives à ce que les membres de gangs harcèlent et agressent les femmes. Les femmes et les filles sont aussi exposées à la violence de genre pendant les distributions d'aide et dans les abris d'urgence où elles sont vulnérables en raison de rapport de force déséquilibrée ainsi que l'incapacité de se séparer physiquement d'hommes abusifs. Malgré le manque de données spécifiques sur Haïti, les preuves venant d'autres pays montrent que les femmes et les filles tombent souvent dans la précarité et peuvent se rabattre sur le commerce sexuel comme moyen de survie. Bien qu'il ne soit pas nécessairement violent, le commerce sexuel expose les femmes à plus de violence et de maladie suite à une catastrophe.

Encadré 4: Violence sexiste dans des situations post catastrophe

Les femmes semblent être victimes de violence sexiste dans des contextes d'aide post-catastrophe. Notamment quand il s'agit de distribution, ce sont les hommes qui reçoivent l'aide, particulièrement s'il s'agit d'une quantité importante (comme un sac de riz ou quelque chose d'autre qui nécessite plus de force physique). Il se trouve que les femmes reviennent des files de distribution battues et sans avoir rien reçu. Le contexte est alors propice au marchandage, surtout si elles ont des enfants. Il arrive aussi que les femmes se retrouvent dans une situation où elles se livrent à la prostitution pour assurer leur survie. Dans ce genre de situation, les hommes ont des relations de pouvoir avec les femmes qui sont les plus vulnérables et habituellement les victimes. **Directrice d'une association communautaire de femmes dans le nord, 2021.**

4. La voie à suivre: définir les options de politiques publiques dans un environnement complexe et difficile

Le paysage des politiques publiques en Haïti est complexe et nécessitera des efforts importants pour mettre en place des réformes et programmes afin de réduire les inégalités de genre, pourtant, il existe quelques opportunités clés pour des réformes de politiques publiques qui peuvent avoir des répercussions tant maintenant qu'à l'avenir. En fin de compte, la situation sécuritaire et la gouvernance détermineront ce qui est faisable pour la mise en œuvre, cependant la documentation et les expériences provenant d'autres pays peuvent inspirer les recommandations de politiques à mettre en place même dans des contextes fragiles afin d'améliorer le caractère d'équité de genre des initiatives communautaires, l'aide, la réponse aux catastrophes sur le court-terme suivi de davantage de réformes structurelles à moyen et long terme. Afin d'identifier les options de politiques pour améliorer l'égalité de genre et réduire les contraintes identifiées dans cette évaluation, nous avons consulté des experts d'organisations en Haïti et de la Banque mondiale, nous nous sommes aussi référés à l'Actualisation du diagnostique de la situation pays (Banque mondiale, 2022).

Nous nous sommes concentrés sur six points clés qui ont été identifiés dans cette évaluation où les politiques seraient réalisables dans le contexte actuel et à court-terme: soins de santé des femmes, éducation, normes sociales, accès au marché du travail, réponse à la violence sexiste et la gestion des risques et des désastres. Nous avons mis en exergues quelques-uns ici, avec une analyse plus profonde dans le document complet.

Un faible niveau général d'éducation et un taux de décrochage scolaire des garçons de plus inquiétant requerra une attention spéciale des décideurs politiques. Bien que certaines politiques pour augmenter le niveau fonctionneront pour tous, déterminer la cause du décrochage pour les garçons et traiter ce problème sera nécessaire pour que les garçons restent à l'école et loin des gangs (dans les zones urbaines). Les filles requièrent aussi l'attention des décideurs politiques afin d'avoir accès aux soins menstruels et un milieu d'apprentissage sécuritaire.

Les femmes subissent le harcèlement sexuel et la violence à motivation sexiste à la maison, à l'école, au travail, quand elles voyagent tout en assumant simultanément davantage de responsabilités à la maison en raison des normes sociales de genre. Des politiques comme le congé parental pour les pères peuvent soulager les femmes dans leur responsabilité pour ce qui concerne les soins des enfants, spécialement quand elles sont mises en place conjointement avec des campagnes de sensibilisation sur le genre, notamment dans les écoles et les lieux de travail, des campagnes de masculinité positive dans le but de réduire les comportements à risque et la violence conjugale. Ces politiques peuvent avoir pour effet supplémentaire, l'augmentation de l'application et le respect des lois en vigueur, telle que l'interdiction du harcèlement sexuel, même si nous reconnaissons que le changement des normes peut être lent. L'extension de la prévention et les mécanismes de réponse à la violence sexospécifique est une autre politique qui peut être mise en œuvre dans l'environnement actuel en mettant en place des lignes d'appels pour obtenir de l'aide ou un système de messagerie pour les survivants et augmenter la capacité des maisons d'accueil, les infrastructures et la proximité avec des zones où l'incidence de la violence fondée sur le genre est élevée.

Les femmes se heurtent à des barrières plus élevées que les hommes, ce qui entravent leur accès au marché du travail et il y a une tendance à la ségrégation dans des secteurs spécifiques quand les femmes y participent. Faciliter l'accès au monde du travail pour les femmes peut être fait par des politiques telles que la formation professionnelle liée à des opportunités d'emploi, l'autonomisation et la formation en négociation, formation commerciale, formation sur l'alphabétisation financière et numérique afin d'améliorer les opportunités d'emplois indépendants aussi bien que formels. Les contraintes liées aux soins des enfants peuvent être très importantes pour les femmes les plus démunies, les programmes communautaires qui fournissent des services de garde pour enfants ont le double avantage de libérer du temps, ce qui permet à certaines femmes de travailler ou à d'autres femmes de trouver des opportunités d'emplois.

Mettre en application le quota qui réserve 30 pour cent des postes de la fonction publique pour les femmes sera crucial pour progresser vers l'égalité de genre sur le court et long-terme. À court terme, inclure la voix des femmes dans la réponse aux catastrophes et adopter des mesures de prévention peut aider à s'assurer que les besoins des femmes soient pris en compte et que les femmes peuvent accéder à l'aide. Veiller à ce que les femmes puissent s'exprimer à tous les niveaux du gouvernement, y compris l'administration publique et le législateur aussi bien que la réponse communautaire aux catastrophes, est une étape importante pour intégrer les besoins des femmes dans les politiques, afin de tendre vers une société plus équitable en genre.

Références

- Charles, C. (1995). Gender and politics in contemporary Haiti: The Duvalierist state, transnationalism, and the emergence of a new feminism (1980-1990). *Feminist Studies*, 2(1), 135-164.
- Costa, Juanaína C., Inacio C. M. Da Silva, and Cesar Gomes V. (2017). "Gender Bias in Under-Five Mortality in Low/Middle-Income Countries". *BMJ Global Health* 2(2), e000350.
- Demombynes, G., Holland, P., & León, G. (2010). Students and the market for schools in Haiti. *World Bank Policy Research Working Paper*, (5503).
- Eckstein, D., Künzel, V., & Schäfer, L. (2021). Global climate risk index 2021. *Who Suffers Most from Extreme Weather Events, 2000-2019*.
- European Commission. Disaster Risk Management Knowledge Centre (DRMKC). (2020). *Inform Risk Index 2020: Latin America and the Caribbean*. Brussels.
- Evans, D. K., & Yuan, F. (2022). What we learn about girls' education from interventions that do not focus on girls. *The World Bank Economic Review*, 36(1), 244-267.
- Gandini, C., Monje Silva, A., & Guerrero, P. (2021). Gender and Transport in Haiti: Gender Diagnostic and Gender Action Plan (No. Technical Note No. IDB-TN-02086).
- Horton, L. (2012). After the earthquake: gender inequality and transformation in post-disaster Haiti. *Gender & Development*, 20(2), 295-308.
- Hossein, Caroline S. (2015). "Black women in the marketplace: everyday gender-based risks against Haiti's madan saras (women traders)". *Work Organisation, Labour and Globalisation*, 9(2), 36-50. Retrieved from: https://www.jstor.org/stable/10.13169/workorgalaboglob.9.2.0036#metadata_info_tab_contents
- International Finance Corporation (IFC). (2019). Understanding Gender-Based Violence: Through the lens of Haitian garment workers. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/879061572325800407/pdf/Understanding-Gender-Based-Violence-Through-the-Lens-of-Haitian-Garment-Workers.pdf>
- Islam, Asif, Silvia Muzi, and Mohammad Amin. 2019. "Unequal Laws and the Disempowerment of Women in the Labour Market: Evidence from Firm-Level Data." *Journal of Development Studies* 55 (5): 822-44.
- Llorente-Marrón, M., Díaz-Fernández, M., Méndez-Rodríguez, P., & Gonzalez Arias, R. (2020). Social vulnerability, gender and disasters. The case of Haiti in 2010. *Sustainability*, 12(9), 3574.
- Maclin, B. J., Bustamante, N. D., Wild, H., & Patel, R. B. (2022). "They think you are weak": Examining the Drivers of Gender-Based Violence in Three Urban Informal Settlements. *SAGE Open*, 12(2), 21582440221089645.
- Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) (2020). *Rapport du Réseau National de Surveillance: Choléra*. <https://www.mspp.gouv.ht/>
- Padgett, A., & Warnecke, T. (2011). Diamonds in the rubble: The women of Haiti: Institutions, gender equity and human development in Haiti. *Journal of Economic Issues*, 45(3), 527-558.
- Radio Metronome. (2022, February 21). Salaire minimum-Sous-traitance: 1500 gourdes réclamées, 685 gourdes accordées. <https://metronomehaiti.com/salaire-minimum-sous-traitance-1500-gourdes-reclamees-685-gourdes-accordees/>
- Samarakoon, S., & Parinduri, R. A. (2015). Does education empower women? Evidence from Indonesia. *World Development*, 66, 428-442.

- Shamsie, Y. (2017). Recalibration isn't enough: post-earthquake developments in Haiti's export manufacturing sector. *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies/Revue canadienne des études latino-américaines et caraïbes*, 42(1), 36-53.
- Shastry, V., & Morse, S. M. (2021). The gendered implications of energy gaps in health care: A comparative analysis of Haiti, Senegal, and the Democratic Republic of Congo. *Health Care for Women International*, 1-23.
- The Jamaica Gleaner. (2022, February 21). Haiti agrees to increase minimum wage. <https://jamaica-gleaner.com/article/caribbean/20220221/haiti-agrees-increase-minimum-wage>
- True, J. (2013). Gendered violence in natural disasters: Learning from New Orleans, Haiti and Christchurch. *Aotearoa New Zealand Social Work*, 25(2), 78-89.
- Tørraasen, M. (2022). Women's Judicial Representation in Haiti: Unintended Gains of State-Building Efforts. *Politics & Gender*, 1-32.
- United Nations Children's Fund, World Health Organization and World Bank Group. (2020). Levels and trends in child mortality 2020. New York, NY: United Nations Inter-agency Group for Child Mortality Estimation. Retrieved from: <https://www.unicef.org/media/79371/file/UN-IGME-child-mortality-report-2020.pdf.pdf>
- United Nations Development Programme (UNDP). (2015). *Entrepreneures Dans L'Économie Haïtienne*
- UN Women and CARE. (2021). Rapid gender analysis: Earthquake of 14 August in Haiti. September 2021(In French).
- USAID/Haiti. (2020). Gender Equality and Women's Empowerment Fact Sheet. Available: https://2017-2020.usaid.gov/sites/default/files/documents/1862/USAID_Haiti_Gender_Equality_and_Womens_Empowerment_Fact_Sheet_-_January_2020_0.pdf
- World Bank. (2002). A Review of Gender Issues in the Dominican Republic, Haiti and Jamaica. Washington, DC. © World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/15311> License: CC BY 3.0 IGO.
- World Bank. (2012). World Development Report 2012. Gender Equality and Development. World Bank, Washington, DC. Retrieved from: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/4391>
- World Bank. (2016). Gender Equality, Poverty Reduction, and Inclusive Growth: 2016-2023 Gender Strategy. World Bank, Washington, DC. Retrieved from: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/820851467992505410/pdf/102114-REVISED-PUBLIC-WBG-Gender-Strategy.pdf>
- World Bank. (2021). Haiti Overview. <https://www.worldbank.org/en/country/haiti/overview#1>
- World Bank. (2022). Haiti Systematic Country Diagnostic Update: Pathways to Responding to Recurrent Crises and Chronic Fragility. World Bank, Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/37801>.
- World Bank. (Forthcoming). For a better integration of gender equity in disaster risk management in Haiti.



LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE